



KPMG SA  
51 avenue Simone Veil  
51-57 ZAC Nice Meridia -  
Immeuble Anis  
06200 Nice

# Organisme de Gestion de l'Institut Fénélon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023  
OGEC Fenelon  
7 avenue Y. E. Baudoin 06130 GRASSE

KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
51 avenue Simone Veil  
51-57 ZAC Nice Meridia -  
Immeuble Anis  
06200 Nice

## **OGEF Fenelon**

7 avenue Y. E. Baudoin 06130 GRASSE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2023

À l'Assemblée Générale de l'Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime



suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nice, le 28 mars 2024

KPMG S.A

Philippe LEVERT

Commissaire aux comptes

## BILAN ACTIF AU 31/08/2023

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	115 378	110 159	5 219	10 410
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et	115 378	110 159	5 219	10 410
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	40 734 040	17 741 040	22 993 000	23 899 131
Terrains	1 204 329		1 204 329	1 204 329
Constructions	33 704 461	12 931 909	20 772 552	21 670 278
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 609 302	4 784 366	824 936	825 344
Autres immobilisations corporelles	29 637	24 765	4 872	5 851
Immobilisations corporelles en cours	186 311		186 311	193 329
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	172 414		172 414	166 675
Participations et Créances rattachées	16		16	16
Autres titres immobilisés	150 452		150 452	145 713
Prêts				
Autres	21 946		21 946	20 946
<b>Total I</b>	<b>41 021 832</b>	<b>17 851 199</b>	<b>23 170 633</b>	<b>24 076 216</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>5 088 629</b>	<b>14 717</b>	<b>5 073 912</b>	<b>5 293 431</b>
Stocks et en-cours			0	0
Avances et acomptes			0	0
Créances	179 148	14 717	164 431	129 216
Créances clients, usagers et comptes rattachés	179 148	14 717	164 431	129 216
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	613 401		613 401	217 764
Valeurs mobilières de placement			0	0
Instruments de trésorerie			0	0
Disponibilités	4 232 812		4 232 812	4 860 721
Charges constatées d'avance	63 268		63 268	85 730
<b>Total II</b>	<b>5 088 629</b>	<b>14 717</b>	<b>5 073 912</b>	<b>5 293 431</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>46 110 461</b>	<b>17 865 916</b>	<b>28 244 545</b>	<b>29 369 647</b>

**BILAN PASSIF AU 31/08/2023**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	805 074	805 074
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	5 022 737	5 022 737
Report à nouveau	1 428 225	1 413 092
Excédent ou déficit de l'exercice	-474 582	15 133
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>6 781 454</b>	<b>7 256 036</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	936 246	901 819
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>Total I</b>	<b>936 246</b>	<b>901 819</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques Provisions pour charges	10 000	211 900
Provisions pour charges	104 399	152 058
<b>Total III</b>	<b>114 399</b>	<b>363 958</b>
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 658 695	19 467 226
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	423 129	413 497
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	619 100	430 283
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	353 535	365 094
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	182 415	
Autres dettes	159 263	131 666
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	16 309	40 068
<b>Total IV</b>	<b>20 412 446</b>	<b>20 847 834</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>28 244 545</b>	<b>29 369 647</b>

**COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)	Variations N/N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de produits et marchandises, travaux, études			
Ventes de prestations de service	5 909 290	5 728 872	180 418
dont parrainages			
Participation des familles			
Produits des activités annexes			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	2 190 144	2 163 833	26 311
Subventions			
Produits liés à des financements réglementaires			
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de	74 787	111 338	-36 551
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits			
Cotisations			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs et donations			
Contributions financières reçues			
Versement des fondateurs			
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat			
Autres produits	6 880	5 972	908
<b>Total I</b>	<b>8 181 101</b>	<b>8 010 013</b>	<b>171 088</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Achats de matières premières			
Autres achats et charges externes	3 665 003	2 692 123	972 880
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	409 041	464 972	-55 930
Salaires et traitements	2 067 594	1 980 589	87 005
Charges sociales	739 841	750 014	-10 173
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 424 759	1 419 384	5 375
Dotations aux provisions	0	0	0
Reports en fonds dédiés			
Autres charges			
Aides financières			
Autres charges	5 801	17 933	-12 132
<b>Total II</b>	<b>8 312 039</b>	<b>7 325 014</b>	<b>987 025</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-130 938</b>	<b>684 999</b>	<b>-815 938</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	7 042	8 167	-1 125
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>Total III</b>	<b>7 042</b>	<b>8 167</b>	<b>-1 125</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées	664 132	687 167	-23 034
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>Total IV</b>	<b>664 132</b>	<b>687 167</b>	<b>-23 034</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-657 091</b>	<b>-679 000</b>	<b>21 909</b>

**COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)	Variations N/N-1
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-788 029</b>	<b>5 999</b>	<b>-794 028</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion	6 079	700	5 379
Sur opérations en capital	126 149	125 496	654
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	186 000	139 933	46 067
<b>Total V</b>	<b>318 228</b>	<b>266 129</b>	<b>52 100</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion	174	70 995	-70 821
Sur exercices antérieurs	0	0	0
Sur opérations en capital	4 607	0	4 607
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	186 000	-186 000
<b>Total VI</b>	<b>4 781</b>	<b>256 995</b>	<b>-252 214</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>313 447</b>	<b>9 134</b>	<b>304 313</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VII)			
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>8 506 371</b>	<b>8 284 308</b>	<b>222 063</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>8 980 953</b>	<b>8 269 175</b>	<b>711 778</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>			
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-474 582</b>	<b>15 133</b>	<b>-489 715</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature	252 968	252 968	
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>	<b>252 968</b>	<b>252 968</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services	252 968	252 968	
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>	<b>252 968</b>	<b>252 968</b>	



ORGANISME DE GESTION DE  
L'INSTITUTION FENELON

Annexe  
Aux comptes annuels de l'exercice clos  
Le 31 août 2023  
Montant en EUR

31/08/2023  
Organisme de gestion de l'institution Fénélon  
7 AV YE BAUDOIN - 06130 GRASSE  
L'Annexe contient 11 pages

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>Objet social</b>	<b>3</b>
1.1	Faits majeurs de l'exercice	3
1.1.1	Evénements principaux de l'exercice	3
1.1.2	Evénements postérieurs à la clôture	4
1.2	Principes, règles et méthodes comptables	4
1.3	Détail du projet associatif	4
<b>2</b>	<b>Informations relatives au bilan</b>	<b>4</b>
2.1	Bilan actif	5
2.1.1	Immobilisations corporelles – Mouvements principaux	5
2.2	Bilan passif	6
2.2.1	Variation des fonds associatifs	6
2.2.2	Provisions – Mouvements principaux	7
2.2.3	Echéances des créances et des dettes	7
2.3	Subventions d'investissement reçues au cours de l'exercice	8
2.4	Charges à payer	8
<b>3</b>	<b>Le compte de résultat</b>	<b>9</b>
3.1	Les produits	9
3.2	Les charges	10
<b>4</b>	<b>Engagements</b>	<b>11</b>
4.1	Engagements reçus	11
4.2	Engagements donnés	11
4.3	Engagements en matière de crédit-bail	11

## **I Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'objet social reste d'assurer, conformément aux dispositions réglementaires, la fondation et l'entretien d'écoles catholiques ainsi que la gestion de tout ce qui de près ou de loin se rapporte à l'éducation et à l'enseignement.

### **1.1 Faits majeurs de l'exercice**

#### **1.1.1 Evénements principaux de l'exercice**

L'exercice est constitué de douze mois.

A la clôture, les comptes font apparaître un total bilan de 28 244 K€ et génèrent un résultat avant affectation de - 474 K€. Ce résultat comptable négatif provient essentiellement des travaux de démolition d'un bâtiment au lycée qui menaçait de s'écrouler (271ke) et du renforcement du mur de soutènement qui se situe en dessous de la route. Ces travaux ont été autofinancés.

- Les principaux événements de l'exercice sont les suivants :  
Les événements principaux concernent surtout les charges d'exploitations car elles augmentent de 13.5% (+987ke) par rapport à N-1. Cette augmentation s'explique essentiellement par trois opérations : la première concerne la démolition d'un bâtiment (salles de classes) qui menaçait de s'effondrer (+271ke), la deuxième des travaux de confortement d'un mur de soutènement qui se trouve au-dessous de la route Napoléon et la troisième des travaux de renforcement du plancher et des piliers de la grande salle d'étude au lycée (+450ke).
- De plus nous avons réalisé les travaux et aménagements suivants :
  - Renforcement des clôtures sur le site du Lycée (qui héberge aussi les 3eme) dans le cadre des mesures Vigipirate pour 235Ke (subvention reçue 129ke).
  - Changement de tous les vidéoprojecteurs au lycée pour 100ke (subvention reçue 14ke).
  - Nous avons créé des paravents pour protéger les WC du collège pour 18ke.
  - Achat d'un serveur de sauvegarde sur bandes magnétiques pour 30ke.
  - divers achat de matériels de bureau et de matériels scolaires pour 30ke.

#### **1.1.2 Evénements postérieurs à la clôture.**

Pas d'événements particuliers suite à la clôture de l'exercice.

### **1.2 Principes, règles et méthodes comptables**

- Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

#### Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 2.1.1.

## 2 Informations relatives au bilan

### 2.1 Bilan actif

#### 2.1.1 Immobilisations corporelles – Mouvements principaux

- Tableau des mouvements en valeur brute (en K€)

Postes	Valeur au 31/08/2022	Augmentation	Diminution	Valeur au 31/08/2023
Terrains	1 204	-		1 204
Constructions	33 414	290	-	33 704
Installations Techniques Matériel et outillage et autres	5 441	217	19	5 639
Autres immobilisations corporelles (immo en cours et acompte sur immo)	193	186	193	186
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>40 252</b>	<b>693</b>	<b>212</b>	<b>40 733</b>

▪ Tableau des mouvements des dotations aux amortissements (en K€)

Postes	31/08/2022	Dotation	Reprise	31/08/2023
Terrains	-	-	-	-
Constructions	11 744	1 188	-	12 932
Installations Techniques Matériel et outillage et autres	4 610	214	15	4 809
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>16 354</b>	<b>1 402</b>	<b>15</b>	<b>17 741</b>

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Logiciel : 1an
- Construction : de 15 à 50 ans
- Installation technique matériel et outillage : de 3 à 10 ans
- Mobiliers matériel de bureau et informatique : de 3 à 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans

## 2.2 Bilan passif

### 2.2.1 Fonds associatifs (en K€)

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	31/08/2022	Augmentation	Diminution	31/08/2023
<b>Fonds propres/fonds associatifs</b>				
- Fonds associatifs sans droit de reprise	805	-	-	805
- Fonds associatifs avec droit de reprise	-	-	-	-
- Réserves et report à nouveau	6 436	15	-	6 451
- Subventions d'investissement et Taxes d'apprentissage	901	151	116	936
<b>Total</b>	<b>8 142</b>	<b>166</b>	<b>116</b>	<b>8 192</b>

### Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

### 2.2.2 Provisions – Mouvements principaux (en K€)

ORGANISME DE GESTION DE L'INSTITUTION FENELON  
Annexe  
Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2023

	Valeur au 31/08/2022	Dotations	Reprise	Valeur au 31/08/2023
Provisions pour risques	211	-	201(1)	10
Provisions pour charges	152		48(2)	104
<b>Total Général</b>	<b>363</b>	<b>-</b>	<b>249</b>	<b>114</b>

(1) 186 Ke de reprise de provision pour risques concernant la démolition d'un bâtiment au lycée Fénélon (L14 ex salle cinéma) constituée à la clôture de l'exercice précédent ...et une reprise de provision de 15Ke représentant une indemnité transactionnelle d'un salarié parti après la clôture de l'exercice précédent.

(2) ajustement de 48 Ke du montant de la PIDR (provision pour indemnités de départ à la retraite) au 31/8/23 :

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont :

Age de départ 65 ans et des salaires brut 2022-2023. Ce calcul tient compte de la probabilité de présence dans l'entreprise jusqu'au départ en retraite et c'est une estimation qui est modifiée en fonction de l'âge et de l'ancienneté.

### 2.2.3 Echéances des créances et des dettes (en K€)

Rubriques	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A plus d'1 an
<b>CREANCES</b>			
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	150	3	147
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances usagers	179	179	
Autres créances	613	613	
Charges constatées d'avance	63(1)	63	
<b>Total</b>	<b>1005</b>	<b>858</b>	<b>147</b>

(1) Les charges constatées d'avance : il s'agit de charges d'exploitations notamment des contrats d'assurance pour N+1 et des travaux contrats d'entretien réalisés fin août et qui concerne N+1.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Rubriques	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A plus d'1 an
<b>DETTES</b>			
<b>Dettes financières :</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses	18 659	878	17 781
<b>Autres dettes :</b>			
Dettes fournisseurs	801	801	
Autres dettes	936	936	
Produits constatés d'avance	16 (2)	16	
<b>Total</b>	<b>20 412</b>	<b>2 631</b>	<b>17 781</b>

(2) Il s'agit de la taxe d'apprentissage collectée à affecter en N+1.

### 2.3 Subventions d'investissement reçues au cours de l'exercice

Origine du financement	Montant (k€)	Nature des biens financés
Département	129	Mise aux normes des clôtures de l'établissement « Vigipirate »
Région	14	Renforcement système de vidéo-surveillance au lycée

### 2.4 Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – Factures non parvenues	63 002
Personnel – dettes provisionnées	45 564
Organismes sociaux	18 225
Etat charges à payer	69 213
<b>Total</b>	<b>196 004</b>

## 3 LE COMPTE DE RESULTAT



### 3.1 Les produits

#### Concours publics et subventions d'exploitation

##### Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

##### Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

#### Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics en K€		752	1 385			2 137
Subvention d'exploitation en K€					53	53

Le montant des produits s'élève à 8 506 k€ soit une augmentation de 2.6 %(+222K€) par rapport à l'année précédente. Cette différence s'explique par une augmentation des produits d'exploitation (facturation cette année d'une classe de CP Anglais et option ANGLAIS+ 40k€.de plus nous accueillons d'avantage d'élèves en section BACHELOR MARKETING (+6 élèves) +40K€ et tous cela complété par une augmentation des effectifs et des tarifs (+2%/n-1) +100k€...et subvention de fonctionnement Etat et Région +26k€

Ces produits se décomposent en :

- Les ventes de prestations de service (participation des familles) 5 909 k€
- Les subventions pour 2 190 k€
- Les autres produits et reprise/provisions et transfert de charges pour 82 k€
- Les produits exceptionnels pour 318 k€ (dont 126k d'opération en capital)
- Les produits financiers pour 7 k€

### 3.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à 8 980 k€, soit une augmentation de 8.6 %(+711k€) par rapport à l'année précédente. Cette variation s'explique essentiellement par 3 opérations : la première concerne la démolition d'un bâtiment au lycée qui menaçait de s'effondrer (+271k€) et la deuxième et troisième concernent des opérations globales visant à conforter un mur de soutènement qui se trouve au-dessous de la route Napoléon et une opération de renforcement du plancher et des piliers de la salle d'étude au lycée(+450k€).

Ces charges se décomposent en :

- Achat de matières 1<sup>ère</sup> et autre approvisionnement 3 665k€
- Impôts et taxes 409 k€
- Coût de personnel 2 808 k€
- Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et autres charges 1 425 k€
- Charges exceptionnelles 4 k€
- Autres charges (pertes/créances) 5k€
- Charges financières 664 k€

La moyenne des effectifs salariés pour 2022-2023 : 63.31 personnes.

Le montant total des salaires des trois personnes les mieux rémunérées est de : 258k€

Le montant de la prov. pour départ à la retraite du personnel O.G.E.C est de 104 k€ contre 152k€ pour N-1.

Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

En ce qui concerne le bâtiment du lycée nous bénéficions d'un commodat sans titre dont le loyer théorique est estimé à 252 968€ euros/an. Le loyer représente 3.5% de la valeur à neuf de reconstruction des bâtiments du lycée.

## Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	11.75
Agents de maîtrise et Techniciens	12.40
Employés	25.73
Ouvriers	13.43
Total	63.31

## Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 4.1 Engagements reçus

L'INSTITUT FENELON bénéficie d'une garantie de la Mairie de Grasse pour un emprunt de 600 k€ d'une durée de 20 ans souscrite le 13/9/06 auprès de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur.

Acquisition d'un terrain 5 avenue Y.E Baudoin pour 2 650 k€ en 2012 et Caution de la ville de Grasse.

Concernant l'aménagement des nouveaux bâtiments pour 3 900 k€ sur 2012-2013 la garantie des emprunts est la suivante :

- Emprunt 2 553 k€ (3 enveloppes 202 k€ 817 k€ 1533k€) caution ville de Grasse
- Emprunt 1044 k€ caution bancaire SACCEF

Concernant la construction de l'école TOMBAREL dont le budget global avoisinait les 17 Millions € et nous avons souscrit le 18/12/15 un emprunt de 14.5 Millions (remboursement avec différé de 2 ans) auprès de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur.

Nous bénéficions d'une garantie de 50% de la ville de Grasse (soit 7.25 Millions) et à hauteur de 9 Millions par hypothèque conventionnelle.

-Nous avons souscrit à un emprunt complémentaire en 2018 de 1.8M€/20ans et 253ke en crédit-bail pour réaliser les derniers aménagements et travaux complémentaires de la nouvelle école. La garantie donnée est une garantie bancaire CGEC à hauteur de 75% de l'emprunt.

#### Détail des cautions bancaires et avals

Numéro de dossier :00000052085

Date d'ouverture

10/2018

En-cours :

1833.65€

Date d'échéance

10/2023

Durée du crédit :

60 mois

FCGAX00948-AUTRES GARANTIES DONNEES AUX ETA-GARANT DONNEE NATIXIS-MOBILIER TECHNIQUE

Numéro de dossier :00000052296

Date d'ouverture

10/2018

En-cours :

1 026.17€

Date d'échéance

10/2023

Durée du crédit :

60 mois

FCGAX00948-AUTRES GARANTIES DONNEES AUX ETA-GARANT DONNEE NATIXIS-MOBILIER TECHNIQUE

### 4.2 Engagements donnés

Le montant à réaliser des travaux d'accessibilité pour les handicapés est actuellement estimé à 850 k€ au 31/08/23, travaux que nous devons réaliser en 2024 ou 2025

### 4.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

Crédit- bail	Redevances payées	Redevances restant à payer
Meubles de bureau et de magasin	18 666	1 558
Matériel audiovisuel	33 359	2 781
Balayeuse et autolaveuse motorisées	18 000	18 752

